
Chambre des Représentans.

Commission des Pétitions.

FEUILLETON N° 6. — SESSION DE 1833 - 1834.

Numéros du feuilleton	Numéros du livre des pétitions.
-----------------------------	---------------------------------------

M. POSCHET, 1^{er} rapporteur.

1. 207. Par pétition en date du 10 février 1834,
 Les sieurs Jean Pierre et Englebert Bastin, cultivateurs à Othée, réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement d'une rente à charge de la fabrique de l'église de cette commune. — Concl. — Ordre du jour.

2. 208. Par pétition en date du 5 janvier 1834,
 La dame veuve Huard de Lodelensart réclame le paiement d'une créance de fr. 523 91 c., du chef de fournitures faites sous l'ancien gouvernement. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances.

3. 227. Par pétition en date du 18 février 1834,
 Plusieurs brasseurs de Liège réclament une loi qui fixe le maximum des centimes additionnels communaux, au principal des accises. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.

4. 222. Par pétition en date du 15 février 1834,
 Le sieur Joseph Remy, maréchal carrossier à Bruxelles, réclame de rechef l'intervention de la Chambre, afin d'obtenir le paiement de la somme de 388 fl. 85 c. qui lui est due par l'établissement des vers à soie à Ath. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.

5. 220. Par pétition en date du 8 février 1834,
 Le sieur Germans, propriétaire de carrières et fours à chaux à Seilles, demande une loi qui permette la libre exportation des pierres bleues à chaux. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie.

6. 193. Par pétition en date du 25 janvier 1834,
Les habitans notables de Heyst-op-den-Berg adressent des réclamations au sujet de la direction que prendra la route projetée entre Lierre et Aerschot. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.
7. 195. Par pétition en date du 8 février 1834,
Le sieur Lebon, de Charleroy, demande qu'il soit alloué un subside au budget de l'intérieur pour l'achèvement de la route de Binche à Beaumont. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.
8. 194. Par pétition en date du 24 janvier 1834,
Le sieur Mathieu Vryden Berger, à Mons, natif de Maestricht, gendarme au service de Hollande, fait prisonnier de guerre en passant sur le territoire belge, demande qu'il soit statué sur son sort et qu'il soit relâché. — Concl. — Renvoi au Ministre de la guerre.
9. 224. Par pétition en date du 12 février 1834,
Le sieur François Buyck, cultivateur dans le polder Clara, commune de Philippine, paroisse de Bouchante (Flandre orientale), habitant et exploitant dans le rayon militaire belge une ferme et terre d'environ 45 hectares, demande que la qualité de Belge, qu'il n'a jamais perdue, lui soit continuée, et qu'il jouisse de l'exemption de tout droit de douane pour la vente des produits de sa ferme. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances.
10. 193. Par pétition en date du 12 novembre 1833,
Le sieur Benoy, de Tournai, blessé dans les journées du mois d'août 1831, demande une pension. — Concl. — Renvoi au Ministre de la guerre.
11. 190. Par pétition non datée,
Plusieurs Tanneurs de Binche et environ adressent des observations sur la situation de leur industrie. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances et à la commission d'industrie.
12. 188. Par pétition en date du février 1834,
Le sieur Laurillard Fallois, officier en non-activité, demande la naturalisation. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens, pour être remise à la commission à nommer de naturalisation.
13. 183. Par pétition en date du 28 janvier 1834,
Plusieurs sous-officiers de la garde civique de Bruxelles demandent que la Chambre s'occupe d'un projet de réorganisation de la garde civique. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
14. 175. Par pétition en date du 24 janvier 1834,
Plusieurs fabricans de bonneteries en laine de Leuze adressent des observations sur l'état de leur industrie. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur et à la commission d'industrie.

15. 178. Par pétition en date du 30 janvier 1834 ,

Le sieur J. Blockx, notaire à Anvers, demande une disposition qui statue sur le renouvellement trentenaire des constitutions de rente, dont le terme expire le 29 mars prochain. — Concl. — Renvoi au bureau des renseignements.

M. MILCAMP, 2^e rapporteur.

16. 245. Par pétition en date du 28 février 1834 ,

Le sieur J. Elskens, dit Borremans, de Bruxelles, ex-colonel du 1^{er} régiment de chasseurs à pied, prétend que l'arrêté du régent, du 3 mars 1831, qui a autorisé le ministre de la guerre à le rayer du contrôle de l'armée, est illégal, inconstitutionnel, et demande que le ministre, contre-signataire de cet arrêté, soit mis en accusation. Il ajoute que c'est surtout l'espoir que la Chambre *cassera* l'arrêté du régent qui le prive de son grade et de son traitement, qui lui a fait élever la voix. — Concl. — La commission propose l'ordre du jour sur la demande de mise en accusation du ministre contre-signataire de l'arrêté, et le renvoi à M. le Ministre de la guerre de la pétition, du chef de l'arrêté qui a privé le pétitionnaire de son grade et de son traitement, avec demande d'explications.